

**Au-delà des machines,  
intensifier la coopération  
pour produire autrement**

**DEPLOYER # 10**

## **C**omment mettre en débat les articulations entre le dérèglement climatique, la transition agroécologique en collectif et le projet d'un réseau comme celui des Cuma ?

*Les évolutions de pratiques engagées par les agriculteurs en Cuma ont encore un impact mitigé sur la durabilité des systèmes et sur l'atténuation du changement climatique. Pour permettre à ces agriculteurs d'aller plus loin en collectif, comment le réseau Cuma peut-il mettre en débat la place de ces enjeux sociétaux dans son projet politique ?*

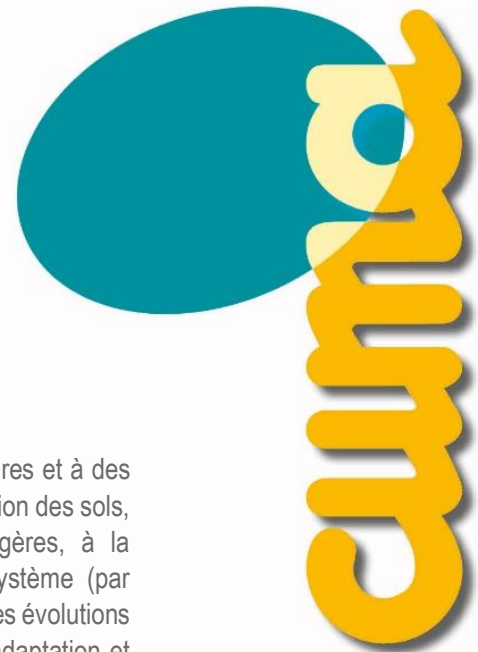
A l'heure où les experts tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences de la tendance actuelle de réchauffement de la température moyenne de la planète et sur les mesures drastiques à prendre pour la limiter, les agriculteurs du réseau et les Cuma vivent déjà ses conséquences : aléas climatiques croissants, avancement des calendriers culturaux, évolution des populations de ravageurs, réorganisation nécessaire des chantiers collectifs, etc.

Le changement climatique menace l'avenir de la planète, et en particulier des systèmes agricoles. Parallèlement, le secteur agricole contribue aux émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, des pratiques peuvent faciliter l'adaptation de l'agriculture aux mutations climatiques et certaines d'entre elles peuvent également contribuer à l'atténuation du changement climatique. Mais elles nécessitent une réorganisation au sein et au-delà des exploitations.

### **UN MOUVEMENT D'INNOVATION COLLECTIVE VERS L'AGROECOLOGIE**

L'engagement des groupes d'agriculteurs en Cuma dans l'évolution des pratiques agricoles vers des systèmes qui s'appuient davantage sur les fonctionnalités naturelles du milieu et peuvent contribuer à l'atténuation du changement climatique est une réalité dans le réseau. Autour de la réduction du travail du sol, de la diversification des cultures, de l'introduction de légumineuses, de la réduction du recours aux produits phytosanitaires, ils sont de plus en plus nombreux à saisir le réseau pour être aiguillés et soutenus dans ce mouvement, qui leur permet de réduire leurs charges, d'être plus résilients et, potentiellement, de réduire les émissions de gaz à effets de serre... Les groupes Cuma s'engagent également dans de nouveaux modes de valorisation de leur production agricole en proximité, dans la production d'énergies renouvelables à partir de la biomasse co-produite, dans la réduction de leurs consommations de carburant sur les fermes.

Pour avancer, ces agriculteurs s'appuient sur une diversification de leurs coopérations engagées à travers la Cuma. Ils cheminent ainsi progressivement vers des changements de systèmes qui peuvent être conséquents. Le réseau se positionne pour accompagner ces dynamiques collectives, dans le cadre du DiNA, des appels à projets GIEE et 30000 Fermes Ecophyto et en développant ses partenariats.



## DES IMPACTS MITIGES SUR LA RESILIENCE ET SUR LE CLIMAT

Néanmoins, ces agriculteurs restent confrontés à des blocages dans leurs trajectoires et à des dépendances subsistantes : dépendance au glyphosate en agriculture de conservation des sols, aux intrants azotés de synthèse malgré l'introduction de légumineuses fourragères, à la mécanisation empêchant parfois d'envisager un changement plus radical de système (par exemple d'investir le pâturage plutôt que la valorisation mécanisée des fourrages). Les évolutions de pratiques qu'ils mettent en place ont également des impacts mitigés sur leur adaptation et surtout l'atténuation du changement climatique à travers une réduction des émissions de gaz à effet de serre (voir encadré ci-dessous).

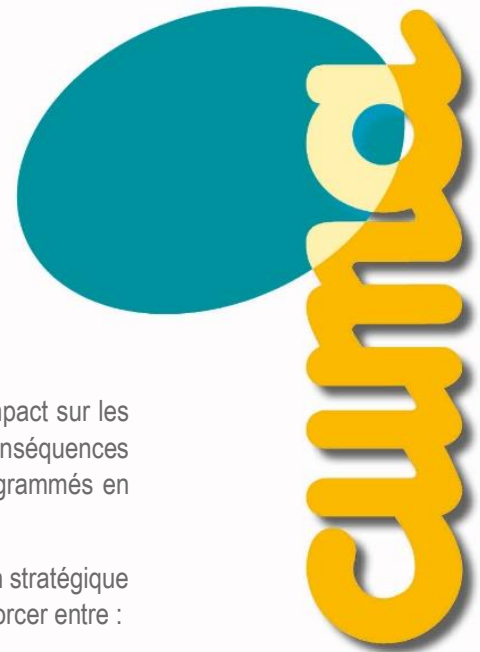
Le projet CAPACCITA a livré de premiers enseignements concernant les effets potentiels sur l'atténuation du changement climatique (émissions de GES et stockage de CO<sup>2</sup>) de pratiques étudiées dans le réseau autour de l'introduction de légumineuses fourragères et de la réduction du travail du sol.

La consommation directe d'énergies fossiles (liée au non labour et/ou à la diminution de l'intensité du travail du sol) diminue. On peut également penser que (1) le moindre recours aux achats de fourrages et d'aliments protéiques souvent transportés sur de longues distances et (2) la mutualisation d'équipements (qui sont souvent nécessaires pour produire et conserver ces aliments, mais aussi pour pratiquer le semis direct des cultures, par exemple) vont réduire les impacts indirects (les consommations d'énergie et impacts hors de l'exploitation) dus à leur production, leur transport et à la modification de l'usage des sols dans les pays producteurs de protéines animales. Cependant, les nouveaux matériels acquis en Cuma pour mettre en œuvre ces pratiques incorporent, pour leur fabrication, une part de production de GES.

Par ailleurs, les principaux gaz à effet de serre agricole sont le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) provenant principalement de la fertilisation des sols agricoles et le méthane (CH<sub>4</sub>), provenant de la fermentation entérique et des déjections animales. Alors que les deux premiers sont responsables respectivement de 46% et 41% des émissions, le CO<sub>2</sub> et donc la consommation d'énergie dans l'exploitation ne participe que pour 8%. Or, les pratiques visant à développer des sources « internes » de protéines pour l'élevage (légumineuses fourragères) ne se traduisent pas (en tout cas dans le court terme) par une diminution substantielle des achats d'engrais azotés industriels, ce qui en limite les effets climato-atténuants. La diminution du recours au labour ou au travail profond du sol par l'extension des pratiques de semis direct représente une diminution possible de la consommation d'énergie directe mais sur un poste assez faiblement contributeur aux émissions de GES ; de plus le recours accru au glyphosate pour une partie des agriculteurs enquêtés est source d'émissions indirecte de GES.

Certes, la mise en place de couverts végétaux temporaires ou permanents permet une séquestration plus ou moins longue du carbone, stockage qui est également amélioré par la diminution ou l'arrêt du travail du sol. Cependant, le passage à la pâture en prairie permanente, en lieu et place de prairies temporaires régulièrement retournées, concerne un faible nombre d'agriculteurs.

*Extrait du rapport du projet CAPACCITA, 2019.*



## INTEGRER L'ENJEU CLIMATIQUE POUR SERVIR L'AUTONOMIE ?

En 2019, le réseau s'empare de la question du dérèglement climatique, de son impact sur les exploitations et des leviers que le collectif peut permettre d'activer pour parer ses conséquences sur l'agriculture et limiter son aggravation pour tous. Plusieurs débats ont été programmés en 2019 dans des Assemblées Générales de fédérations autour sur ces enjeux<sup>1</sup>.

Dans ce contexte, la FNCuma a organisé le 18 avril 2019 une séquence de réflexion stratégique avec des représentants du réseau sur les liens à questionner, à construire et à renforcer entre :

- l'évolution des pratiques des agriculteurs en Cuma et des pratiques d'animations et d'accompagnement du réseau Cuma,
- les enjeux de transition agroécologique et de changement climatique tels qu'ils sont perçus et vécus,
- comment ces évolutions interpellent le réseau en écho au projet politique de la FNCuma.

Vingt-sept représentants des différents échelons du réseau (élus, animateurs de fédérations, chargés de mission régionaux et nationaux) et partenaires ont livré leurs réflexions en écho au partage de l'ensemble des enseignements du projet CAPACCITA.

Les verbatim ci-dessous sont restitués de manière anonyme dans cette fiche afin de pouvoir être remobilisés pour alimenter des débats à venir dans le réseau.

### QUELS ENJEUX POUR LE RESEAU CUMA ?

Pour permettre aux agriculteurs en Cuma de gagner réellement en autonomie, le réseau devrait-il accompagner des changements plus radicaux de systèmes :

- Relocalisation des modes de valorisation de la production agricole ?
- Désintensification des modèles de production ?
- Moindre dépendance à la mécanisation ?

Faut-il et comment intégrer la transition agroécologique / la lutte contre le dérèglement climatique dans le projet politique du réseau Cuma ?

### Sur l'enjeu climatique

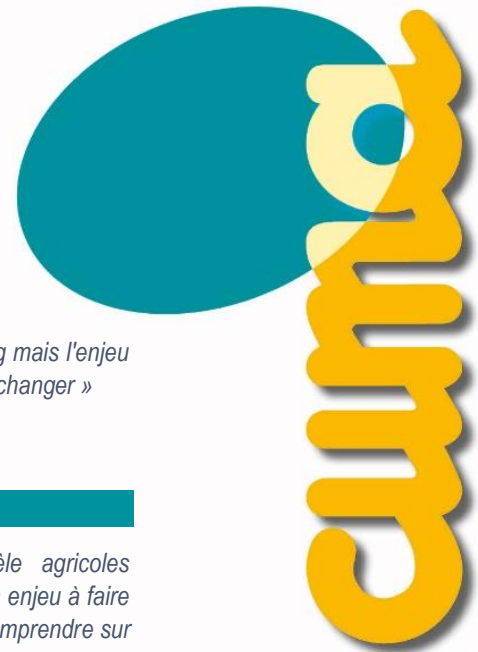
« On est encore trop focalisé sur la partie agricole. Si on reste sur des actions sur les filières, l'impact sera limité ».

« On ne parle que de l'agriculture dans ce changement climatique. Alors que le reste du monde est concerné et impacté. Et c'est donc la société qui a par la suite un impact sur l'agriculture sur ce thème ».

« On nous demande de faire des efforts, mais on importe de plus en plus de bio, et on est une goutte d'eau dans le commerce mondial. La Chine représente 30% des émissions mondiales. »

« Le réseau Cuma pourrait-il être aussi un canal de sensibilisation sur cette question du changement climatique ? »

<sup>1</sup> Table ronde de l'Assemblée générale de la FRCuma Ouest le 27 février à Derval (44) sur la thématique "Transition agro écologique et adaptation au changement climatique : quelle contribution des cuma ?", table ronde de l'assemblée générale de la FNCuma le 6 juin à Clermont-Ferrand sur la thématique "Les démarches collectives face aux enjeux du dérèglement climatique"



« Il faut faire attention à nos messages, peut-être ne pas en rajouter sur le changement climatique. Il faut être aussi au service des Cuma qui ne sont pas là-dedans ».

« Il faut s'inscrire dans un temps long mais l'enjeu est à court terme : on a dix ans pour changer »

### Sur la transition des modèles agricoles

« Il faut travailler sur la Cuma de demain : quel modèle agricole voulons-nous ? ».

« Il y a une diversité de modèles agricoles représentés dans les Cuma. Il y a un enjeu à faire vivre ces modèles ensemble, à se comprendre sur l'évolution de nos fermes ».

« Il faut positiver la transition agroécologique, ne plus parler de contrainte mais d'opportunité ».

« Comment faire prendre conscience à toutes les fédérations que ce sujet est à traiter ? »

« Il faut assumer la volonté de tendre vers un changement de système ».

« Il y a un changement profond des systèmes, mais aussi à l'intérieur des têtes des agriculteurs. »

« Comment on fait émerger l'envie d'aller plus loin ? Il y a un risque aussi d'avoir des groupes à deux vitesses. Comment on va aller chercher les agriculteurs qui ne sont pas impliqués pour l'instant ? »

« Il faut partir de la contrainte comme point d'entrée et de l'autonomie ».

« Accompagner la transition, cela nous renvoie à des questions de priorité. Qui dit accompagner dit du temps et des partenariats, donc la capacité politique à prioriser des moyens et à nouer des partenariats au niveau local et national. »

« Pour qu'il y ait une évolution sur les fermes, il faut que cela soit rentable. »

« Si on ne reste que sur la quête d'autonomie arriverons-nous à de véritables changements de systèmes ».

### Sur l'évolution de l'accompagnement

« Accompagner l'individu dans le groupe, c'est une rupture dans notre fonctionnement, notre accompagnement. »

« Quelle légitimité de l'animateur à aller au-delà du matériel dans ses accompagnements de groupes. Est-ce que sa fédération cautionne ? Lui donne-t-elle les moyens ? »

« Le premier échelon, c'est de construire des groupes qui ont envie de parler ».

« Il y aura une nécessité de travailler les partenariats, car on n'aura peut-être pas les compétences techniques ».

« Il y a une dimension sociologique et même psychologique importante. C'est fondamental d'ouvrir les compétences en terme d'accompagnement sur ce sujet ou d'aller chercher d'autres compétences. »

« Comment ne pas faire de doublon entre organisations et compétences. Qu'est-ce qui existe en dehors du réseau Cuma ? »

Pour aller plus loin, quelques ressources, non exhaustives :

Dérèglement climatique : quelles réalités ? quels impacts ? quels leviers d'adaptation et d'atténuation pour l'agriculture, pour les collectifs ? Présentation d'Aline LAPIERRE, ingénieure au CEREOPA, 18 avril 2019

L'agriculture face au défi du réchauffement climatique – Dossier Transrural Initiative n°449, décembre 2015